

---

## Contribution du POI – 28 janvier

---

Depuis plusieurs jours, en s'organisant par eux-mêmes, en bloquant les axes routiers du pays, les agriculteurs se dressent contre la politique de Macron qui étrangle les paysans.

Après avoir fait passer, contre 90% des salariés du pays et en ayant recours aux artifices antidémocratiques de la V<sup>ème</sup> République, sa « réforme » des retraites, Macron refuse de répondre aux exigences légitimes des paysans, pourtant massivement soutenues par 90% de la population.

Que veulent les paysans ? Ils veulent vivre. Vivre de leur travail. Cette exigence élémentaire se heurte à des prix qui ne leur permettent plus de s'en sortir, aux conséquences des traités de libre-échange que ce gouvernement et l'union européenne ne cessent de soutenir et de faire passer, avec les voix de l'extrême-droite, mais aussi celles du parti socialiste et des écologistes.

La réaction ne s'est pas fait attendre : les actions de blocage ont repris dans l'heure qui a suivi le discours du premier ministre Attal, durant la nuit et depuis ce matin, un peu partout dans le pays, bousculant le cadre et les scénarii de ceux qui disent représenter les paysans, anciens ou nouveaux leaders, qui s'affichent ostensiblement aux côtés de Gabriel Attal ou, plus prudents, sur les plateaux télé.

A tel point que, dès lundi, il est annoncé un blocage de la capitale, des axes routiers, des centres névralgiques, et qu'aucun camion ne puisse approvisionner Paris et la région parisienne.

C'est bien la force et la détermination des paysans, poussant les dirigeants syndicaux en décidant de bloquer, qui ont modifié la situation en moins d'une semaine.

Dans cette bagarre, les paysans peuvent compter sur les militants, les députés de La France Insoumise (LFI), qui revendiquent à juste titre des prix planchers, la fin des accords de libre-échange, le blocage des marges des distributeurs ou encore l'annulation de la dette agricole.

Les paysans bloquent. Le gouvernement ne leur laisse pas le choix. Et tous les travailleurs qui sont eux aussi victimes de la politique de Macron regardent avec attention, avec sympathie, dans leur direction. Parce que leurs exigences rejoignent celles de l'immense majorité, parce que leur situation est celle de l'immense majorité.

C'est Macron, ce gouvernement, ce pouvoir minoritaire, qui font passer, au compte d'une petite élite à la solde du capital financier, les mesures les plus réactionnaires. C'est la « réforme » des retraites, adoptée par 49-3 contre les manifestations les plus importantes dans l'histoire du pays. Ce sont les budgets de l'Etat et de la Sécurité sociale, adoptés par une douzaine de 49-3, qui aggravent la démolition de l'hôpital, de l'école, etc. et qui provoquent une résistance des personnels la plupart du temps appuyés par la population.

C'est la loi immigration, qui, après les articles censurés par le Conseil constitutionnel, reste une loi raciste et anti-ouvrière, dressant les travailleurs les uns contre les autres, adoptée avec les voix de LR et du RN, et qui entraîne, là aussi, des manifestations partout en France depuis des semaines.

C'est Macron qui soutient également les massacres en Palestine, qui appuie Biden, Netanyahu et le gouvernement israélien en finançant par dizaines de millions d'euros des équipements militaires, qui ne tient même pas compte des alertes des institutions internationales – dont il se

réclame pourtant, pas même la dernière en date (l'avis de la cour internationale de justice de La Haye, pointant la responsabilité de Netanyahu).

Une chose est certaine, comme pour la guerre du Vietnam, comme pour la guerre d'Algérie, c'est la force et la mobilisation des peuples qui peuvent imposer un cessez-le-feu et sauver des centaines de milliers de vies d'hommes, de femmes et d'enfants soumis à la destruction. A nouveau, ce week-end, des manifestations pour le cessez-le-feu ont eu lieu partout en France.

Alors que, de plus en plus, contre cette politique réactionnaire, au niveau des départements, des localités, des entreprises, syndicats, associations, organisations, s'unissent pour faire face, il ne semble pas que ce soit le choix des dirigeants. Chacun, avec plus ou moins de bonheur, reste soigneusement dans son couloir. Constatons que, pour le moins, ceci ne contribue pas à l'efficacité. Mais rien n'est immuable, de partout la révolte gronde.

Paris, 28 janvier